

> LE (TRANS)FRONTALIER. IDENTITÉS, REPRÉSENTATIONS, PRATIQUES

CHRISTIAN WILLE

Unité de recherche Identités, politiques, sociétés, espaces

Université du Luxembourg

christian.wille@uni.lu

ÉTRANGERS FAMILIERS. REPRÉSENTATIONS ET STATUT DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS AU LUXEMBOURG

Résumé. — Les travailleurs frontaliers sont devenus au Luxembourg une ressource incontournable en termes de main-d'œuvre. Dans les discours quotidiens, ils sont abordés selon des angles différents. Dans cette étude, nous examinons les représentations que la population résidant au Luxembourg porte sur ceux-ci. En s'appuyant sur l'heuristique *Familier (+/-) / Étranger*, nous montrons que le statut attribué aux travailleurs frontaliers relève de représentations ambivalentes, renvoyant aux rapports d'altérité et aux constructions identitaires au sein des sociétés postmodernes.

Mots clés. — Travailleurs transfrontaliers, Grande Région, SaarLorLux, Luxembourg, région transfrontalière, transnationalité, altérité.

Le Luxembourg compte aujourd'hui le plus grand nombre de travailleurs frontaliers au sein de l'Union européenne. Relèvent de cette dénomination les salariés et travailleurs indépendants travaillant dans un pays membre européen et résidant dans un autre, dans lequel ils retournent, en règle générale, quotidiennement ou au moins une fois par semaine (Verordnung [EWG] Nr. 1408/71). Le phénomène des travailleurs frontaliers s'est énormément développé au sein du Grand Duché : alors qu'en 1980 les migrants journaliers traversant la frontière fournissaient encore 9 % de sa main-d'œuvre, leur part s'élève en 2009 à 44 %. La moitié d'entre eux vient de France, essentiellement de Lorraine, les deux quarts restants respectivement de Belgique et d'Allemagne. Les raisons de cette augmentation constante, depuis les années 70, relèvent, outre des facteurs dits « souples » comme l'adéquation des emplois ou les conditions de travail, des écarts salariaux au niveau régional ainsi que de ceux de l'offre d'emplois, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Sur cet arrière-plan ressortent deux caractéristiques centrales du marché du travail luxembourgeois : d'une part, il existe une relation asymétrique marquée entre les flux de travailleurs frontaliers entrant au Grand Duché et ceux sortant, reflétée par les 147 000 travailleurs venant des régions voisines par rapport aux quelques 900 à effectuer le trajet inverse. En raison de l'emploi de frontaliers, le Luxembourg enregistre – aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif – un énorme gain de main-d'œuvre (Wille, 2010).

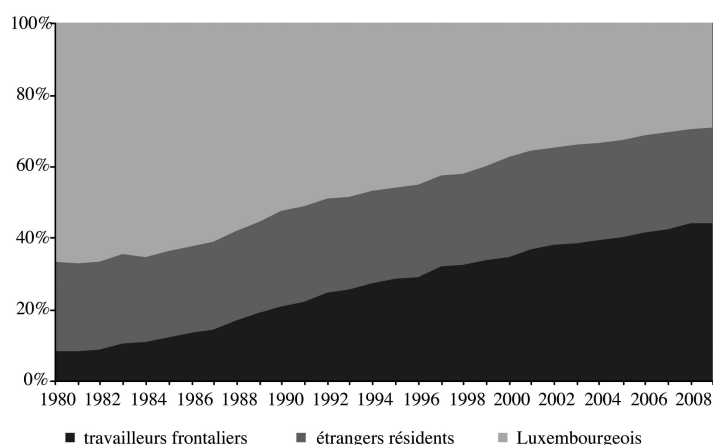


Figure 1 : Structure des actifs au Luxembourg 1980-2009.
(Source : Données IGSS, Statec, mise en forme par l'auteur)

Face à cette situation et à ce qu'elle induit quant à la présence des travailleurs frontaliers dans la société luxembourgeoise, nous examinerons dans ce qui suit le statut qui leur est attribué dans le Grand Duché. Celui-ci ne se base pas sur des définitions juridiques mais sur des attributions et représentations de la population résidant au Luxembourg. Le discours de cette population revêt un intérêt certain puisqu'elle compte un nombre exceptionnellement haut (à hauteur de 42 %) d'étrangers résidents – e.g. des Portugais ou des Italiens –

qui sont inclus dans les analyses. Les attitudes ordinaires répandues pointent la concurrence en matière d'emploi, mais évoquent aussi des aspects culturels, renvoyant à des tentatives de démarcation vis-à-vis des travailleurs frontaliers et par là même à des questions identitaires. Nous exposerons, tout d'abord, le cadre théorique de notre démarche, puis enchaînerons sur les représentations concernant les migrants journaliers traversant la frontière, de façon globale, mais aussi selon les milieux socioculturels de la société luxembourgeoise. Nous ferons ainsi ressortir le statut des travailleurs frontaliers, que nous intégrerons dans un cadre justificatif et explicatif.

Approche théorique du statut des travailleurs frontaliers

Pour l'approche théorique du statut des travailleurs frontaliers, nous nous rattacherons à la réflexion du sociologue Armin Nassehi (1995) qui, se basant sur la « sociologie classique de l'étranger » (e.g. Reuter, 2002), introduit la dichotomie familial/étranger. Ce modèle repose sur une conception des sociétés vues comme des collectifs intégrés de façon normative, au sein desquels l'adoption (ou la non adoption) des normes en cours décide du statut de *familier*, pour le membre de la collectivité, et d'*étranger*, pour l'Autre. Face à l'élargissement des sphères de vie transnationales – par des « scapes » (Appadurai, 1998) de quelconque nature –, l'*étranger* entre de plus en plus dans la sphère de vie (*familière*) du sujet, désorganisant le classement *familier/étranger* qui reposait sur des critères normatifs. C'est là qu'Armin Nassehi fait ressortir le caractère construit de ces catégories et pointe ainsi les processus de perception faisant de « ce qui est étranger » l'*étranger* ou de « ce qui est familial » le *familier*. Pour cela il introduit le concept *Familier (+/-) / Étranger*, qui attribue au *familier* deux caractéristiques, positive et négative. Les catégories élaborées jusqu'ici de façon normative sont ainsi différenciées, enrichies par les notions d'inclusion (+) et d'exclusion (-). Les appropriations positives-inclusives et négatives-exclusives des phénomènes sociaux – comme celui des travailleurs frontaliers – se reflètent dans les représentations de ces phénomènes. Cette perspective théorique intègre une différenciation sociétale interne loin des conceptions normatives et recueille au sein de la catégorie de l'*étranger* tous les phénomènes sociaux échappant à l'appropriation positive ou négative par le sujet, qui – comme envers du *familier* – restent étrangers. Dans ce cadre, le travailleur frontalier devrait être défini comme *familier* si sa perception par la population locale s'avère positive ou négative (*familier+* ou *familier-*); il serait à définir comme *étranger* si la perception se manifeste de façon ambivalente, c'est-à-dire si la population locale se positionne positivement et négativement par rapport au phénomène des travailleurs frontaliers¹. Le modèle élargi *Familier (+/-) / Étranger* offre ainsi

¹ Le travailleur frontalier peut être défini comme étranger si la population locale luxembourgeoise ne se positionne pas par rapport à lui. Cette variante théorique est exclue dans ce travail, puisqu'il

un instrument heuristique axé sur les constructions sociales, instrument qui non seulement apprécie à leur juste valeur des classements « soit-soit », mais constitue également une ouverture théorique pour des ambivalences au sens de classements « autant-que ». En lien avec ces réflexions, ont été réalisés, au cours du projet de recherche interdisciplinaire « IDENT – Identités socioculturelles et politiques identitaires au Luxembourg » (2007-2010) à l'Université du Luxembourg, un sondage représentatif de la population résidant au Luxembourg ainsi que vingt-sept interviews qualitatives de résidents. Diverses représentations en ce qui concerne les travailleurs frontaliers ont ainsi été recueillies. Nous en donnerons une vue d'ensemble dans ce qui suit de façon à déterminer le statut attribué aux travailleurs frontaliers.

Représentations globales des travailleurs frontaliers par la population résidant au Luxembourg

Les résultats quantitatifs et qualitatifs issus de cette enquête, prenant en considération des aspects positifs et négatifs de l'emploi des frontaliers sur le plan socioéconomique et socioculturel, représentent les perceptions de la population résidant au Luxembourg en ce qui concerne les travailleurs frontaliers.

Nécessité économique de l'emploi des frontaliers

La majorité (87 %) de la population examinée considère les travailleurs frontaliers comme indispensables à l'économie du pays. Différents arguments sont donnés pour appuyer cette thèse : on renvoie ainsi au nombre des résidents, insuffisant pour satisfaire la demande en main-d'œuvre au Grand Duché; sont également mises en avant les qualifications recherchées par les entreprises et fournies en grande partie par les migrants journaliers. On attire, en outre, l'attention sur la prospérité et la croissance économique du Grand Duché, qui ne seraient pas (et n'auraient pas été) possibles sans l'emploi frontalier. Enfin, on évoque de façon positive ces derniers en tant que consommateurs, contribuables et redresseurs du système social, puisqu'ils acquittent leurs impôts et contributions sociales au Luxembourg. Puisque le système de santé ou les caisses de retraite profitent de l'emploi des travailleurs frontaliers même si le thème d'une augmentation des cotisations de retraite a déjà fait son apparition dans le débat public luxembourgeois; car la part des frontaliers ayant travaillé pendant une grande partie, voire l'intégralité, de leur vie au Grand Duché et qui non seulement y

s'agit là d'un non examen du phénomène des travailleurs frontaliers, ne permettant pas de déductions sur des rapports d'altérité.

percevront leur retraite, mais auront également droit aux prestations de la caisse de santé luxembourgeoise, est en pleine croissance.

Concurrence en matière d'emploi due aux travailleurs frontaliers

Un tiers (34 %) des personnes interrogées est convaincu que les travailleurs frontaliers prennent les emplois des Luxembourgeois. Différentes argumentations entrent ici en jeu. D'une part, les frontaliers travailleraient pour des salaires plus faibles et pousseraient ainsi les Luxembourgeois hors du marché du travail. D'autre part, la meilleure qualification des travailleurs frontaliers et leur réputation d'employés motivés leur donneraient de meilleures chances sur le marché de l'emploi. Cette perception s'est vraisemblablement forgée durant la dernière décennie, étant donné que durant cette période le chômage au sein du Grand Duché – sur fond d'augmentation continue du nombre des travailleurs frontaliers – s'est accru. De 2001 à 2004, celui-ci a grimpé de 1,9 à 5 %, ce qui a particulièrement touché les jeunes et les femmes peu qualifiés. Certes, l'économie s'est redressée entre 2004 et 2007, toutefois, le chômage n'a pas pu être ramené en deçà de 4,1 % (STATEC, 2009a : 41). Cette argumentation évacue la question de la qualification et celle du lien entre offre et demande de main-d'œuvre. Car, étant donnée la structure économique du Luxembourg où les services à l'entreprise jouent un rôle prépondérant, ce sont les employés moyennement et surtout très qualifiés qui sont recherchés. La main-d'œuvre locale ne dispose souvent pas des qualifications requises, ce qui pousse les entreprises à recourir à des travailleurs frontaliers. La concurrence pour l'emploi exprimée par certaines personnes serait bien moins imputable à une compétition basée sur l'éviction qu'aux phénomènes d'adéquation au marché du travail.

Si les personnes interrogées formulent explicitement des propositions, comme celle d'employer des Luxembourgeois à la place des frontaliers ou introduire dans les entreprises des « quotas de Luxembourgeois », la plus grande partie des sondés nie l'existence d'une concurrence pour l'emploi. Ils renvoient plutôt à un autre phénomène, selon lequel les Luxembourgeois se retirent de plus en plus dans le secteur public, où ils restent « protégés » de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère. En effet, en 2008, 42,3 % des actifs de nationalité luxembourgeoise travaillaient dans la fonction publique; treize ans plus tôt (en 1995), ils n'étaient que 36,6 %. Dans le secteur privé, en revanche, leur part ne s'est accrue entre 1995 et 2008 que de 3 %. On observe durant cette même période des déplacements particulièrement importants des actifs de nationalité luxembourgeoise vers le secteur public, en provenance de l'agriculture, du bâtiment, des services sociaux ainsi que de l'hôtellerie et de la restauration, secteurs qui désormais restent en grande partie réservés aux travailleurs frontaliers et aux étrangers résidents (STATEC, 2009b). Ce déplacement de main-d'œuvre illustre une certaine « stratégie de repli » des Luxembourgeois vers des emplois bien payés et stables dans le secteur public. Certes, cette partie

du marché du travail est, en principe, ouverte aux frontaliers sans nationalité luxembourgeoise; néanmoins, certaines compétences représentent un avantage décisif. Celles-ci comprennent, outre la pratique des trois langues usuelles du pays, des connaissances socioculturelles et des réseaux locaux dont les travailleurs frontaliers ne disposent que rarement.

Enrichissement culturel grâce aux travailleurs frontaliers

Environ la moitié (55 %) de la population interrogée trouve que les travailleurs frontaliers sont un enrichissement pour la culture luxembourgeoise. Référence est faite au plurilinguisme propre au Grand Duché, à la part – de toute façon très élevée – des étrangers au sein de la population locale, ainsi qu'à la région transfrontalière Grande Région SaarLorLux², programme autant politique que relevant de la culture du quotidien. De l'autre côté, il est souligné que les travailleurs frontaliers devraient davantage s'adapter à la « culture luxembourgeoise » et manifester plus d'intérêt et de respect au pays et à ses résidents. Ceci fait ressortir une ambivalence concernant la pluralité de la société luxembourgeoise, liée à une perception selon laquelle les travailleurs frontaliers agiraient de façon purement matérialiste et sans s'intéresser au Grand Duché.

Menace pour la langue luxembourgeoise

Plus de la moitié (57 %) de la population de l'enquête pense que les travailleurs frontaliers représentent une menace pour la langue luxembourgeoise; ce qui est évoqué ici correspond à des situations de contacts linguistiques dans l'espace public, dans lesquelles le luxembourgeois est amené à avoir une place limitée. L'on concède certes – quoique différemment selon les générations – que les Luxembourgeois maîtrisent plus ou moins la ou les langues des travailleurs frontaliers; cependant, le fait de « ne pas pouvoir parler sa langue maternelle dans son propre pays » est en partie vécu de façon très émotionnelle. Il est tout à fait remarquable que les personnes interrogées n'exigent pas de compétences linguistiques poussées, mais estiment qu'il suffirait que les frontaliers « fassent des efforts ». Cette relativisation des compétences linguistiques n'est que difficilement compatible avec la fonction communicative de la langue luxembourgeoise et renvoie plutôt à son rôle de marqueur identitaire (Lüdi, 2008 : 190) ou à l'exigence d'une adaptation à la « culture luxembourgeoise ».

² Le territoire politiquement défini de la Grande Région SaarLorLux comprend la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie avec ses communautés linguistiques.

Synthèse et commentaire des représentations globales

La vue d'ensemble des résultats montre que la population résidant au Luxembourg perçoit le phénomène des travailleurs frontaliers de façon positive et négative, selon le champ socioculturel et socioéconomique et les types d'arguments qui se dégagent. Le tableau I propose une synthèse de ces représentations et permet de déceler le statut que la population locale attribue aux travailleurs frontaliers. Plusieurs résultats retiennent l'attention :

	Champ socioculturel		Champ socioéconomique		perception globale
	Les transfrontaliers sont une menace pour la langue luxembourgeoise.	Les transfrontaliers représentent un enrichissement pour la culture luxembourgeoise.	Les transfrontaliers prennent les emplois des Luxembourgeois.	Les transfrontaliers servent l'économie luxembourgeoise.	
	perception négative (-)	perception positive (+)	perception négative (-)	perception positive (+)	
Réponses affirmatives en %	57 %	55 %	34 %	87 %	Étrangers familiaux
Statut attribué	Étrangers		Familiers+		

Tableau I : Statut des travailleurs frontaliers au Luxembourg
(selon la population résidant au Luxembourg).
(Source : IDENT, 2009, Université du Luxembourg)

(1) *Perceptions des travailleurs frontaliers selon les champs sociaux.* Tout d'abord, il s'agit d'examiner dans quel champ social prédominent les perceptions positives ou négatives des frontaliers. En ce qui concerne les premières, retenons qu'elles sont surtout observables dans le champ socioéconomique, lorsqu'il est par exemple question du caractère indispensable des travailleurs frontaliers pour la croissance économique (87 % de réponses affirmatives), par opposition à l'enrichissement culturel offert par les migrants journaliers (55 % de réponses affirmatives). Les appropriations négatives du phénomène apparaissent de façon nette dans le champ socioculturel, lorsque l'on pose la question de la menace que constitueraient les travailleurs frontaliers pour la langue luxembourgeoise (57 % de réponses affirmatives) comparativement à la concurrence pour l'emploi (34 % de réponses affirmatives). Nous pouvons ainsi déjà retenir que le discours plutôt négatif-exclusif vis-à-vis des travailleurs frontaliers repose moins sur une « concurrence matérielle » (économie, marché du travail) que sur un « facteur de concurrence immatériel » (langue, culture), renvoyant à des questions identitaires.

(2) *Statut des travailleurs frontaliers selon les champs sociaux.* En ce qui concerne le modèle *Familier (+ / -) / Étranger* introduit plus haut, retenons que les perceptions de la population locale luxembourgeoise reflètent l'attribution d'un statut qu'Armin Nassehi n'avait pas prévu. Dans sa dimension socioéconomique, le travailleur frontalier est aperçu comme *Familier positif* – avec 87 % de réponses

affirmatives quant au caractère indispensable des frontaliers pour seulement 34 % de réponses affirmatives quant à la concurrence pour l'emploi. D'un point de vue socioculturel, en revanche, les représentations de la population restent ambivalentes et le travailleur frontalier se définit, par conséquent, comme *Étranger* – avec 57 % de réponses affirmatives quant à la menace linguistique, pour 55 % de réponses affirmatives à propos de l'enrichissement culturel.

(3) *Statut global des travailleurs frontaliers*. La forme d'altérité déductible des représentations par champ social peut être définie comme *Étranger familier*. Elle rend compte d'attributions apparaissant de façon diffuse au sein de la population résidante vis-à-vis des travailleurs frontaliers, attributions qui s'orientent sur la préservation de la prospérité et de la croissance, qui s'efforcent de donner du Grand Duché l'image d'une société plurielle et qui reflètent une tendance à la différenciation.

Le statut des travailleurs frontaliers ainsi mis en évidence repose sur les représentations globales de la population luxembourgeoise évoquées plus haut. Aucune différenciation interne de cette dernière n'a été effectuée jusqu'à présent. Afin d'affiner les résultats de l'analyse, nous nous servirons par la suite d'une répartition de la population résidant au Luxembourg par milieu socioculturel, élaboré dans le cadre du projet de recherche considéré.

Représentations par milieux socioculturels

Les milieux socioculturels reflètent des groupes sociaux regroupant des sujets aux valeurs, styles de vie et situations sociales semblables. L'ensemble des milieux socioculturels d'une société constitue un espace social bidimensionnel. En ce qui concerne l'espace social « Luxembourg », on distingue verticalement le long de l'axe de domination les milieux défavorisés, intermédiaires et privilégiés, qui se différencient horizontalement le long de l'axe des catégories économiques « avant-gardistes », « autonomes », « attachés à la hiérarchie » et « autoritaires ». Les différents milieux possèdent un poids variable au sein de la société et se recoupent partiellement, ce qui est imputable au positionnement parfois ambigu du sujet dans l'espace social. Le centre de la société, c'est-à-dire le milieu le plus important au Luxembourg, est constitué par le milieu méritocratique. Il englobe toutes les catégories de revenus, ainsi qu'une grande part des cadres supérieurs et des étudiants. Les membres de ce milieu se fient à leurs propres performances, s'identifient fortement à leur activité professionnelle et sont en grande partie d'accord avec les agissements de l'État. Pour un commentaire détaillé du milieu méritocratique ainsi que des autres milieux, on se reportera à d'autres analyses (Amann, Fehlen, Mein, 2010). Concentrons-nous ici sur les perceptions dans chaque milieu socioculturel quant aux travailleurs frontaliers, perceptions représentant quatre statuts différents de ces derniers (tableau 2).

	Champ socioculturel		Champ socioéconomique		Appropriation globale
	Les travailleurs frontaliers représentent une menace pour la langue luxembourgeoise.	Les travailleurs frontaliers représentent un enrichissement pour la culture luxembourgeoise.	Les travailleurs prennent les emplois des Luxembourgeois.	Les travailleurs frontaliers servent l'économie luxembourgeoise.	
Réponses affirmatives en %	Appropriation négative (-)	Appropriation positive (+)	Appropriation négative (-)	Appropriation positive (+)	
Milieus privilégiés					
Milieu alternatif (3 %)	45	68	28	88	/
Statut attribué	Familiers+		Familiers+		Familiers+
Milieu libéral privilégié (11 %)	46	62	16	89	/
Statut attribué	Familiers+		Familiers+		Familiers+
Milieu conservateur privilégié (9 %)	37	62	15	93	/
Statut attribué	Familiers+		Familiers+		Familiers+
Milieus intermédiaires					
Milieu petit-bourgeois (19 %)	64	48	38	87	/
Statut attribué	Familiers-		Familiers+		Étrangers
Milieu statutaire (3 %)	53	48	26	93	/
Statut attribué	Familiers-		Familiers+		Étrangers
Milieu méritocratique (29 %)	59	58	30	91	/
Statut attribué	Étrangers		Familiers+		Étrangers familiaux
Milieu conservateur populaire (5 %)	74	45	54	86	/
Statut attribué	Familiers-		Étrangers		Étrangers familiaux
Milieu hédoniste (7 %)	59	50	49	82	/
Statut attribué	Étrangers		Familiers-		Étrangers familiaux
Milieus défavorisés					
Milieu défavorisé (13 %)	64	53	56	75	/
Statut attribué	Familiers-		Familiers-		Familiers-

Tableau 2 : Statut des travailleurs frontaliers au Luxembourg (milieux socioculturels).
(Source : IDENT, 2009, Université du Luxembourg, présentation effectuée par l'auteur)

Note : Les valeurs indiquées entre parenthèses représentent la part des milieux par rapport à la société luxembourgeoise.

(1) Les travailleurs frontaliers comme Familiers positifs. Cette attribution repose sur une perception positive sans ambiguïté des travailleurs frontaliers. Elle prédomine dans les milieux conservateur privilégié, libéral privilégié et alternatif, dans lesquels les aspects positifs de l'emploi des frontaliers au Luxembourg sont mis en avant et les implications négatives relativisées.

(2) Les travailleurs frontaliers comme Familiers négatifs. Dès lors qu'on attribue aux travailleurs frontaliers le statut de Familier négatif, on peut repérer dans les champs socioculturel et socioéconomique des perceptions des frontaliers en grande partie négatives et hostiles. Celles-ci s'expriment du point de vue

socioéconomique *via* la mise en relief de la concurrence sur le marché du travail et par la relativisation de la nécessité économique des frontaliers.

(3) *Les travailleurs frontaliers comme Étrangers*. Ce statut repose sur une perception ambivalente du phénomène, ce qui signifie que les personnes interrogées procèdent à des attributions positives et négatives quant aux travailleurs frontaliers. Ceci est particulièrement vrai chez les membres du milieu petit-bourgeois et du milieu statutaire, qui, vis-à-vis des travailleurs frontaliers, se positionnent du point de vue socioculturel plutôt négativement et du point de vue socioéconomique plutôt positivement. Le facteur d'enrichissement culturel est ainsi relativisé et la menace linguistique que feraient peser les travailleurs frontaliers est particulièrement soulignée par des personnes du milieu petit-bourgeois. Cependant, la nécessité économique des frontaliers est confirmée et la concurrence présumée sur le marché du travail n'est affirmée que de manière hésitante, en particulier dans le milieu statutaire.

(4) *Les travailleurs frontaliers comme Étrangers familiers*. L'attribution des travailleurs frontaliers comme des *Étrangers familiers* rend compte du fait qu'ils sont perçus, selon les champs sociaux considérés, aussi bien de façon ambivalente que sans équivoque. Nous pouvons déduire ce statut notamment des perceptions des membres des milieux méritocratique et hédoniste, qui, du point de vue socioculturel, appréhendent le phénomène des travailleurs frontaliers de manière positive et négative. Ils supposent un enrichissement culturel et une menace linguistique imputables aux travailleurs frontaliers. Les deux groupes se distinguent cependant sur le plan socioéconomique. Alors que les méritocrates mettent en avant le caractère indispensable des frontaliers pour l'économie, les hédonistes soulignent la concurrence présumée pour l'emploi. Nous pouvons également retrouver le statut de *l'Étranger familier* en s'appuyant sur les perceptions des membres du milieu conservateur populaire. Il s'agit de repérer ici, à travers les mises en valeur simultanées de la concurrence sur le marché du travail et du caractère économiquement indispensable des frontaliers, l'ambivalence observable sur le plan socioéconomique et la perception plutôt négative sur le plan socioculturel.

Conclusion

La détermination du statut attribué aux travailleurs frontaliers sur la base des perceptions de la population luxembourgeoise a mis au jour divers résultats. Il est ainsi apparu qu'une perception positive des travailleurs frontaliers prévaut plutôt sur le plan socioéconomique, tandis que des représentations négatives semblent être assez marquées en ce qui concerne les aspects socioculturels. Le statut des frontaliers reflète globalement une représentation ambivalente, ce qui leur attribue le statut d'*Étrangers familiers*. L'examen plus approfondi par milieu socioculturel met en lumière des nuances. Ainsi, dans les milieux privilégiés,

en grande partie socialement intégrés et disposant d'un certain capital culturel, une représentation des frontaliers comme *Familiers positifs* a été repérée. Il se dessine, en revanche, dans les milieux défavorisés, qui doivent souvent s'imposer face aux travailleurs frontaliers sur le marché du travail et disposent de moins de capitaux, une représentation des travailleurs frontaliers comme *Familiers négatifs*. Pour les milieux intermédiaires de la société, de loin les plus larges, s'appliquent des représentations ambivalentes trouvant leurs équivalents dans la forme de l'*Étranger* ou de l'*Étranger familial* et reposant sur des ambiguïtés de natures diverses. Les perceptions ambivalentes qui prédominent au Luxembourg en ce qui concerne les travailleurs frontaliers peuvent être pour l'essentiel attribuées à deux points. D'une part, la nécessité des frontaliers pour la croissance économique et pour le maintien de son propre niveau d'aisance n'est guère remise en question; les frontaliers sont sur ce point appréhendés comme une main-d'œuvre bienvenue. D'autre part, ceux-ci renforcent (ou sont censés renforcer) l'image d'une société plurielle et ouverte à laquelle le Luxembourg aspire, mais ils semblent, par leur percée dans presque tous les secteurs du marché du travail – et ainsi par leur forte présence publique –, remettre en question les identités. Ceci apparaît particulièrement au travers d'un sentiment subjectif d'une menace pesant sur la langue luxembourgeoise – vue comme élément central porteur de l'identité – exprimée de façon manifeste dans tous les milieux socioculturels. L'interpénétration de ces aspects partiels, qui trouvent leur cristallisation dans les types de représentations évoquées, subit des marquages divers et confirme le caractère limité du modèle dichotomique *familier/étranger*. À ce classement reposant sur des critères normatifs ont été opposées des ébauches de classements ambivalents – mais tout aussi cohérents – issus de la population résidant au Luxembourg, s'appuyant sur des attributions subjectives et trouvant leur équivalent dans le modèle élargi *Familier (+/-) / Étranger*. Cette appréhension différenciant des sphères de vie transnationales, réalisée ici de façon exemplaire, apparaît fondamentalement adaptée à une approche des rapports d'altérité, désorganisés par les conditions postmodernes. Un cadre d'analyse typique et quasi-idéal nous est fourni par les régions frontalières qui se caractérisent sur le plan des cultures du quotidien par des relations d'échanges intensives.

Texte traduit de l'allemand par Sébastien Pérez

Références

- Amann W., Fehlen F., Mein G., 2010, « Sozio-kulturelle Milieus in Luxemburg », pp. 37-61, in : IPSE, dir., *Doing Identity in Luxemburg. Subjektive Aneignungen – institutionelle Zuschreibungen – sozio-kulturelle Milieus*, Bielefeld, transcript-Verlag.
- Appadurai A., 1998, « Globale ethnische Räume », pp. 11-40, in : Beck U., dir., *Perspektiven der Weltgesellschaft*, Frankfurt/M., Suhrkamp.

- IDENT, 2009, *Résultats de l'enquête quantitative dans le cadre du projet IDENT*, document de travail, Luxembourg, Université du Luxembourg.
- Lüdi G., 2008, « Der Schweizer Sprachcocktail neu gemixt! Sprache als Brücke und Barriere », pp. 185-203, in : Müller-Jentsch D., dir., *Die neue Zuwanderung. Die Schweiz zwischen Brain-Gain und Überfremdungsangst*, Zürich, Avenir Suisse.
- Nassehi A., 1995, « Der Fremde als Vertrauter. Soziologische Beobachtungen zur Konstruktion von Identitäten und Differenzen », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 47, pp. 443-463.
- Reuter J., 2002, *Ordnungen des Anderen. Zum Problem des Eigenen in der Soziologie des Fremden*, Bielefeld, transcript-Verlag.
- STATEC, 2009a, *L'économie luxembourgeoise. Un kaléidoscope 2008*, Luxembourg, Statec.
- 2009b, « Le secteur public. Économie et statistiques », *Working papers du STATEC*, 34.
- Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 über die soziale Sicherheit für Wanderarbeitnehmer.
- Wille Ch., 2010, « Grenzgänger in der Großregion 1998-2008 », in : *Digitaler und interaktiver Atlas der Großregion*, Interdisziplinäres Online-Projekt der Forschungseinheit IPSE der Universität Luxemburg, <http://geo.uni.lu/joomla>.